

PRÉFET DE LA MOSELLE

Direction départementale des
territoires

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 57/SRECC/QCA

Dossier suivi par :
Patrice RICCIUTI

Sous-Commission Départementale d'Accessibilité de Moselle

Tél. : +33 387343392

Réunion du vendredi 22 novembre 2024

patrice.ricciuti@moselle.gouv.fr

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès-verbal de la réunion

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 057 332 24 V 0002

N° urbanisme : PC 057 332 24 V 0004

Commune : HOMBURG HAUT

Demandeur : AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES (ANCT) représenté(e) par M. BOURRON Stanislas

Adresse du demandeur : 20 Avenue de Ségur 75000 Paris

Nom établissement : MAISON DES SERVICES ET DES COMMERCES

Adresse des travaux : Rue des Peupliers 57470 HOMBURG HAUT

Type : M Magasins de vente, centres commerciaux / Catégorie ERP : 5

Nature des travaux : Construction neuve

Le projet porte sur la construction d'une maison des services et des commerces organisée sur un rez-de-chaussée haut accessible depuis la rue des Peupliers et un rez-de-chaussée bas accessible par l'ancienne rue des Platanes.

Le projet concerne la création de 4 cellules commerciales pour une surface totale de 718m². Chaque établissement fonctionnera de manière indépendante.

Les futurs acquéreurs n'étant pas connus à ce jour, l'aménagement de ces cellules fera l'objet d'une déclaration de travaux séparée par chaque futur utilisateur.

Le projet se composera comme suit:

* Au rez-de-chaussée haut, réalisation de deux cellules indépendantes:

- Une cellule commerciale "1" comprenant: une zone libre à aménager et des sanitaires;
- Une cellule commerciale "2" comprenant: une zone libre à aménager et des sanitaires;

* Au rez-de-chaussée bas, réalisation de deux cellules indépendantes:

- Une cellule commerciale "3" comprenant: une zone libre à aménager, des sanitaires, un dégagement et un local technique (non accessible au public);
- Une cellule commerciale "4" comprenant: une zone libre à aménager et des sanitaires.

Les accès depuis l'espace public seront signalés de manière adaptée. Les accès au rez-de-chaussée haut se feront directement depuis la rue des Peupliers et les accès au rez-de-chaussée bas se feront directement depuis l'ancienne rue des Platanes.

L'accès à chaque cellule se fera en continuité avec le cheminement extérieur accessible. Les usagers handicapés pourront jouir de l'accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et pourront ressortir de manière autonome.

Des places de stationnement adaptées aux personnes à mobilité réduite et situées à proximité des entrées, sont existantes rue des Peupliers et rue des Platanes.

L'effectif total du public déclaré par le maître d'ouvrage est de 218 personnes dont 12 personnes au titre du personnel, et détaillé comme suit :

* RDC Bas « cellules 3 et 4 » : 118 personnes dont 6 personnes au titre du personnel

* RDC Haut « cellules 1 et 2 » : 100 personnes dont 6 personnes au titre du personnel.

Demande de dérogation : non

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

PRESCRIPTIONS

A l'extérieur du bâtiment :

Toutes les dispositions de l'arrêté du 15 janvier 2007 seront à prendre en compte: pente, dévers, traversée piétons, largeur du cheminement (1.40m mini), bande d'éveil et de vigilance (à 0.50m des zones de danger), bande de guidage, contraste des matériaux, repérage, signalétique, information, mobilier, borne.

Le cheminement piéton vers les cellules devra respecter l'article 2 de l'arrêté du 20/04/2017.

Accès aux cellules:

Chaque cellule sera accessible depuis l'extérieur. «places de stationnement à proximité de l'entrée ainsi que des cheminements piétons».

Les portes d'accès et de sortie comporteront des éléments visuels contrastés à 1.10m et 1.60m du sol avec une hauteur minimum de 5 cm. «vitrophanie»

Toutes les doubles portes comporteront un battant d'un passage libre de 0.90m.

Toutes les portes simples des locaux accessibles aux personnes handicapées en fauteuil roulant auront un passage libre de 0.90m.

Aux droits des entrées et des issues de secours pas de ressaut, seuil ou tapis supérieur à 2cm.

Divers :

Dans les circulations de 1.40 minimum ainsi que dans tous les espaces accessibles, la signalétique et l'éclairage devront être conformes et adaptés aux règles d'accessibilité.

Rappel de la réglementation « avec valeurs d'éclairement à minima en lux »

- Cheminement extérieur : 20 lux
- Circulations intérieures horizontales : 100 lux

La qualité de l'éclairage artificiel ou naturel, doit être traitée sans créer de gêne visuelle en tout point du lieu.

Les parois vitrées devront être repérables à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat.

Devant et derrière chaque porte prévoir un espace de manœuvre de porte réglementaire « 2.20m x 1.40m en tirant ou 1.70m x 1.40m en poussant » et poignée à 0.40m d'un angle rentrant de paroi ou de tout obstacle ou encombrement.

Dans les circulations, les éléments suspendus à moins de 2.20m de hauteur du sol, ou en porte-à-faux, ou en saillies de plus de 15cm, seront matérialisés et repérables au sol et verticalement.

Tous équipements, dispositifs de commande et de service (sonnette, interphone, boutons de commande, DM, badgeuse, casiers...), devront être utilisables par une personne en position « debout » comme en position « assise ». Hauteur 1.30m maxi, et à 0.40m d'un angle rentrant de paroi ou de tout obstacle. Prévoir des espaces d'usage 0.80m x 1.30m à l'aplomb de ces équipements.

Les revêtements de sols, murs et plafonds : Les matériaux utilisés devront éviter toute gêne sonore ou visuelle. Ils seront non meubles, non glissants, non réfléchissants, sans obstacles à la roue, sans trous ni fentes ni seuils supérieurs à 2 cm.

Une attestation constatant le respect des règles d'accessibilité sera établie conformément à l'article 8 du décret 2006-555 du 17 mai 2006 et à l'arrêté du 22 mars 2007 par un organisme de contrôle désigné par le Maître d'Ouvrage.

La notice accessibilité et les plans joints au dossier devront être respectés ainsi que les prescriptions mentionnées ci-dessus.

PM : Le gestionnaire de chaque établissement doit mettre à disposition un registre public d'accessibilité à jour au sein de son établissement et des installations ouvertes au public. (Décret du 28 mars 2017, Arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion).

AVIS DE LA COMMISSION

"L'article R.162-9 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) prévoit que les établissements recevant du public définis à l'article R.143-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap.. ».

Les aménagements intérieurs des 4 cellules commerciales vides feront l'objet d'une demande spécifique ultérieure de la part des futurs acquéreurs, pour avis de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité.

Les futurs acquéreurs devront respecter, lors de la mise en conformité aux règles d'accessibilité de leur cellule, l'arrêté du 20 avril 2017.

Au regard du type et de la surface de l'établissement, le maître d'ouvrage devra se reporter d'une part à "L'article R162-9 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), et d'autre part au Règlement Sanitaire Départemental de la Moselle « RSD » pour mise à disposition ou non de sanitaires pour le public dans sa cellule.

En outre, le Règlement Sanitaire Départemental de la Moselle (RSD) dispose dans son article 67, que dans les établissements ouverts ou recevant du public, doivent être aménagés en nombre suffisant et compte tenu de leur fréquentation, des lavabos, des cabinets d'aisances et urinoirs.

Des toilettes (cabinets d'aisances avec SAS-lavabos-urinoirs) accessibles doivent ainsi être aménagées indépendamment les uns des autres dans les établissements projetés: «Article 69 Bis du Règlement Sanitaire Départemental de la Moselle ».

Le nombre de toilettes est à préciser suivant le dossier et à la lumière de la note d'application du RSD.

Pour information :

A partir du 1^{er} janvier 2025, le parking de votre ERP devra compter un emplacement de recharge adapté aux personnes à mobilité réduite pour chaque tranche de 20 emplacements, sauf dans les cas prévus par l'article L113-13 du code de la construction et de l'habitation.

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions énumérées ci-dessus.

A METZ, le vendredi 22 novembre 2024

Pour le Préfet,
Le Président de la Sous-Commission
Départementale d'Accessibilité



Séraphin CONGI